



Tout le monde devrait avoir la possibilité d'accéder gratuitement à l'information, à la prévention et aux soins tout au long de sa vie, ainsi qu'à la possibilité de bénéficier des innovations médicales et d'une prise en charge quand cela est nécessaire.

Les cliniques privées et les trusts pharmaceutiques, qui raisonnent selon les profits qu'ils peuvent distribuer aux actionnaires et non en mettant au premier plan l'intérêt des malades, devraient être expropriés. En effet, tout ce qui concerne la santé (recherche et production des médicaments, examens et traitements, interventions chirurgicales, soins, hospitalisations, suivi médical, etc.) devrait relever uniquement du service public et être placé sous le contrôle des travailleurs du secteur, des usagers et de la population.

Aujourd'hui, quand on a des faibles revenus, il est souvent impossible de renouveler ses lunettes ou de soigner ses dents. Aussi, tous ceux qui en ont besoin devraient pouvoir bénéficier, sans déboursier un centime, des équipements nécessaires, en matière d'optique, de prothèses dentaires, auditives...

Dans l'immédiat, il faudrait au moins :

- supprimer le forfait hospitalier, qui n'a cessé d'augmenter depuis sa création en 1983 ;
- supprimer les franchises médicales ;
- revenir sur les remboursements de médicaments et faire en sorte que toutes les dépenses de santé soient prises en charge à 100 %.

Il serait également nécessaire que les indemnités journalières, en cas d'arrêt-maladie, correspondent au salaire, car les dépenses, notamment celles liées au logement, ne sont pas moindres quand on est malade.

Et bien sûr, il faudrait également arrêter de fermer des centres de soins, des services et des hôpitaux et, au contraire, dans le cadre du service public, en construire et embaucher afin qu'il y ait du personnel et des lits en nombre suffisant pour accueillir, dans de bonnes conditions et sur tout le territoire, tous ceux qui en ont besoin.